



Fondation Scelles







Connaître, Comprendre, Combattre
l'Exploitation Sexuelle

Extrait du livre :

Fondation Scelles, Charpenel Y. (sous la direction), *Système prostitutionnel : Nouveaux défis, nouvelles réponses (5^{ème} rapport mondial)*, Paris, 2019.

© Fondation Scelles, 2019

INDE

	POPULATION 1 339,2 millions		PIB PAR HABITANT 1 939,6 USD
	REGIME POLITIQUE République fédérale		INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN 131 ^e rang sur 187 pays
	INDICE D'INEGALITE DE GENRE 125 ^e rang sur 147 pays		INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION 96 ^e rang sur 180 pays

Des millions de personnes, principalement des femmes et des enfants de milieux pauvres, sont victimes de la traite en Inde. Attirés par les centres urbains avec des promesses d'emploi et d'une vie meilleure, ils sont vendus comme esclave domestique, sexuel, ou dans l'industrie agricole et du textile. Selon le *Global Slavery Index* de 2018, l'Inde compterait 18,3 millions de personnes en situation d'esclavage, ce qui correspond à près de la moitié des victimes de la traite dans le monde (*PBS News Hour*, 29 décembre 2017). Près de 26 % de ces victimes, soit 5,5 millions, sont des enfants, survivant dans des conditions inhumaines dans les quartiers populaires des grandes villes, enfermés à l'arrière des bordels, au service de plusieurs clients par jour (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018). L'État du Bengale-Occidental qui partage les frontières des pays voisins pauvres, le Bangladesh et le Népal, a enregistré plus d'un tiers du nombre total de victimes d'exploitation sexuelle en 2016. L'État désertique du Rajasthan compte le

deuxième plus grand nombre d'enfants victimes de la traite en 2016, tandis que l'État occidental du Maharashtra, où se trouve la capitale économique de l'Inde, Mumbai, a enregistré le deuxième plus grand nombre de femmes victimes de traite (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018).

Plus de 80 % de la traite des êtres humains en Inde se fait à des fins d'exploitation sexuelle et le pays est considéré comme le centre de ce crime en Asie. Un grand nombre de ces victimes est originaire du Népal et du Bangladesh (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018). Les chiffres fournis par le gouvernement sont réellement sous-estimés, d'après les ONG, car « seulement » 20 000 victimes de la traite des êtres humains ont été recensées au cours de l'année 2016, soit une augmentation de près de 25 % par rapport à l'année précédente (*Reuters*, 9 mars 2017), dont plus de 7 500 victimes d'exploitation sexuelle (US Department of State, juin 2018). Pourtant, les responsables de la police se félicitent d'une

augmentation du nombre de victimes recensées, due à une sensibilisation accrue de la population et d'une visibilité du phénomène dans les médias, ce qui pousse de plus en plus de victimes d'exploitation sexuelle à se manifester (*Reuters*, 9 mars 2017).

Selon Siddharth Kara, directeur du Programme sur la traite des êtres humains et l'esclavage moderne de la *Kennedy School of Government* de Harvard, un esclave sexuel à Mumbai rapporterait aux trafiquants environ 13 000 USD (11 335 EUR) par an (*All That's Interesting*, 15 mai 2018).

Un système de justice débordé malgré un cadre législatif existant

En Inde, la prostitution est légale à condition que la personne prostituée soit majeure et qu'elle ne soit pas prostituée dans un lieu public. Quant à la traite à des fins d'exploitation sexuelle, l'*Immoral Traffic Prevention Act* adopté en 1956, puis amendé et modifié en 1986 et en 2006, en pose le cadre législatif général et pénalise un certain nombre d'acteurs. Ainsi, tout individu propriétaire ou gérant d'un bordel encourt de deux à sept ans de prison, toute personne qui recrute, transporte ou reçoit une personne à des fins de prostitution risque de sept ans de prison à la perpétuité. De plus, toute personne interpellée achetant dans un bordel les services d'une victime d'exploitation sexuelle s'expose à une peine de trois à cinq mois d'emprisonnement et une amende de 20 000 à 50 000 roupies (INR) (247 à 618 EUR). Concernant la prostitution des mineurs, le texte prévoit qu'un individu qui procure, incite ou exploite un enfant à des fins de prostitution, encourt de sept ans de prison à la perpétuité. Enfin, et pour s'assurer que toutes les personnes faisant partie de la chaîne de la traite soient tenues responsables, la loi prévoit que tout

individu impliqué dans le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes à des fins de prostitution est coupable de traite et donc également passible d'une peine d'emprisonnement.

L'Inde a criminalisé la plupart des formes d'esclavage moderne dans son Code pénal. Pourtant, le système de justice pénale indien, dont les ressources sont limitées et qui connaît ses propres problèmes de corruption, a eu peu d'impact sur la traite à des fins d'exploitation sexuelle ces dernières années, aboutissant à peu d'arrestations et de condamnations. Malgré l'existence d'une législation et de programmes visant à lutter contre l'esclavage sexuel, des écarts importants ont été constatés entre les engagements politiques du gouvernement et leur mise en œuvre. Par exemple, une étude de 2016 sur les enfants victimes de la traite souligne que la réinsertion des victimes se heurte à toute une série de difficultés pratiques telles que l'absence de services de réinsertion adéquats, le manque de ressources humaines et financières, le manque de responsabilité organisationnelle et le manque de coordination entre les ONG et le gouvernement (*Walk Free Foundation*, 2016).

Par ailleurs, les données 2017 du *National Crime Records Bureau* (NCRB) indiquent que le phénomène de la prostitution est sur une trajectoire ascendante constante. Ainsi, 8 132 cas de traite ont été signalés en Inde au cours de l'année 2016, contre 6 877 en 2015 et 3 422 en 2010. Cette même année, 15 379 personnes ont été recensées comme victimes, dont 9 034 âgées de moins de 18 ans. En outre, 23 117 personnes ont été sauvées de la traite, dont 14 183 étaient mineures. La plupart d'entre elles, à savoir 10 509, ont déclaré avoir été victimes de la traite à des fins de travail forcé alors que 7 570 d'entre elles

ont déclaré avoir été victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle. Bien évidemment, ces chiffres apparaissent totalement dérisoires lorsque l'on sait qu'il y a des millions de personnes victimes d'exploitation sexuelle en Inde.

La traite des esclaves sexuels en Inde prospère en toute impunité. Les réseaux criminels se développent avec la connivence de certains agents des forces de l'ordre corrompus. En effet, des pots-de-vin, y compris des services sexuels, sont versés à la police en échange d'une protection des trafiquants et des propriétaires de bordels. Comme on pouvait s'y attendre, le taux de condamnation est faible. Sur les 11 720 arrestations pour traite effectuées en 2015, seuls 2 139 individus ont été condamnés (*Asia Times*, 8 janvier 2017).

Le ministère de la Promotion de la Femme et de l'Enfant a annoncé en mars 2018 qu'il redoublait d'efforts pour lutter contre la menace de la traite à des fins d'exploitation sexuelle (Press Information Bureau, Government of India, 9 mars 2018). Ainsi, il a introduit, en juillet 2018, un projet de loi sur la traite des personnes concernant la prévention, la protection et la réinsertion des victimes, lequel a, par la suite, été adopté par le Parlement. Ce nouveau texte prévoit notamment la création d'un Bureau national de lutte contre la traite des êtres humains, chargé d'enquêter sur les affaires de traite, tout en maintenant une réelle coordination entre les services répressifs, les ONG et toute partie prenante, ainsi qu'une coopération internationale avec les autorités étrangères. La loi prévoit également la création de Comités de secours et de réinsertion responsables de l'indemnisation des victimes, de leur rapatriement et de leur réintégration dans la société. Enfin, le texte exige que le gouvernement central, ou celui de chaque État, crée des foyers de protection fournissant un abri, de la

nourriture, des conseils et des soins médicaux aux victimes (*PRS Legislative Research*, 9 mars 2018). Les détracteurs de la loi ont réagi avec fureur à cette nouvelle législation anti-traite qui, selon eux, va pénaliser les personnes prostituées s'engageant « volontairement » dans le commerce du sexe, le texte ne faisant aucune distinction entre les personnes prostituées (*The Guardian*, 10 août 2018). En outre, de récentes allégations d'abus sexuels dans des refuges et des foyers de soins à Delhi et dans d'autres régions du pays, gérés par le gouvernement et des ONG, ont également suscité des inquiétudes quant à la sécurité des femmes secourues et à l'endroit où elles seront envoyées pour leur réinsertion (*The Guardian*, 10 août 2018).

La prostitution indienne, un fléau qui ne cesse de s'étendre

En Inde, la prostitution et la traite à des fins d'exploitation sexuelle sont en constante augmentation, laissant apparaître de nouvelles tendances avec le développement de la prostitution sur Internet notamment. Les trafiquants de sexe ciblent bien évidemment les communautés les plus pauvres, c'est-à-dire les populations de castes inférieures et celles des milieux ruraux et vulnérables, attirant les jeunes filles en leur offrant de payer les dettes familiales ou un emploi bien rémunéré en ville.

Les discriminations sont nombreuses en Inde, plus particulièrement envers les femmes mais également à l'égard des castes, dont le système est toujours une caractéristique de la société indienne moderne, plus flagrant toutefois dans les zones urbaines. Environ 70 % des victimes de la traite en Inde appartiennent à des castes ou des ethnies minoritaires et font partie des groupes socioéconomiques les plus défavorisés du pays. La stigmatisation

sociale et la marginalisation économique, renforcées par l'accès inadéquat aux soins et aux prestations sociales, les mauvaises conditions de travail et le faible niveau d'éducation accroissent la vulnérabilité de ces groupes et réduit leur capacité à échapper à l'exploitation. Les femmes, en particulier celles issues de telles communautés économiquement défavorisées et marginalisées, courent un risque accru d'exploitation sexuelle. De plus, la société indienne est fondamentalement patriarcale et les inégalités flagrantes entre les sexes, alimentées par des pratiques comme la dot, rendent les femmes plus vulnérables à la traite et aux mauvais traitements. En conséquence, les trafiquants se retrouvent en position de supériorité et incitent les femmes à entrer dans la prostitution afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018). Certaines pratiques de recrutement profitent même à de nombreuses familles qui cherchent désespérément à marier leurs filles, en piégeant les jeunes femmes dans des situations de servitudes pour dettes, et donc d'exploitation sexuelle (Walk Free Foundation, 2016). Les pressions sociales obligeant les Indiennes à rester à l'intérieur de la sphère domestique, la restriction de leurs déplacements ainsi que le manque d'éducation les privent de l'accès à la justice et les exposent aux violations de leurs droits les plus fondamentaux.

Par ailleurs, la prostitution dite intergénérationnelle est très présente au sein de certaines communautés telles que les Nat, les Beriya ou les Agrawali, d'après l'ONG *Hamari Muskan* qui agit pour la protection des victimes et la prévention de la traite à des fins d'exploitation sexuelle dans le sud de Calcutta. Ainsi, les jeunes filles sont préparées dès leur plus jeune âge, 12 ans et parfois moins, à leur future « activité prostitutionnelle ».

Le processus de recrutement à la prostitution a quelque peu évolué ces dernières années. De plus en plus de jeunes hommes âgés de 20 à 24 ans sont engagés par les trafiquants pour attirer puis piéger les jeunes filles. Les trafiquants obtiennent les numéros de téléphone de leur prochaine victime dans des magasins de recharge mobiles dont les employés sont facilement soudoyés pour quelques centaines de roupies. Le jeune homme contacte ensuite la jeune fille et se lie d'amitié avec elle, l'attirant vers les centres urbains avec une promesse d'emploi, de mariage ou encore de visite des grands monuments touristiques. Une fois en ville, la jeune fille est évidemment piégée et vendue dans les maisons closes. Ces jeunes intermédiaires empochent environ 50 000 roupies (618 EUR) par victime trompée (*Newslick*, 21 octobre 2017).

Aujourd'hui, 90 % de la traite des êtres humains en Inde a lieu à l'intérieur du pays, et non au-delà des frontières. Dans de nombreux cas, les trafiquants attirent les enfants ou les jeunes adultes des villages ruraux vers les centres urbains de Calcutta, Mumbai, Delhi, Gandhinagar et Hyderabad. Loin des zones les plus visibles, les trafiquants exploitent les victimes dans de petits hôtels, des véhicules abandonnés et des cabanes délabrées, ou encore dans des complexes résidentiels. Ils utilisent de plus en plus Internet pour mettre en contact leurs clients avec des femmes, afin d'éviter la police (*Asia Times*, 8 janvier 2017).

Toutefois, toutes les victimes d'exploitation sexuelle ne sont pas toutes originaires du pays. D'après l'ONU, les trafiquants font venir environ 15 000 personnes du Népal en Inde chaque année, pour ainsi les vendre au travail forcé ou à la prostitution. Les Népalaises sont particulièrement exploitées vers l'État d'Assam ou les villes de Nagpur et Pune. Également, de

nombreuses victimes de la prostitution viennent de Malaisie, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan ou du Bangladesh (*All That's Interesting*, 15 mai 2018).

Les mineurs, vulnérables à tous les égards

Les mineurs constituent plus d'un quart des victimes de la traite en Inde, soit plus de 5 millions, et ce chiffre est en constante augmentation (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018). En 2017, une enquête de l'*International Justice Mission* (IJM) a mis en lumière les méthodes extrêmement violentes et cruelles utilisées par les trafiquants pour forcer les jeunes filles mineures de Calcutta à la prostitution. Le Bengale occidental, avec Calcutta comme capitale, représentait 44 % des cas de traite d'êtres humains signalés en 2016 et, selon les données du gouvernement, le plus grand nombre d'enfants disparus (*Independent*, 6 décembre 2017). Les témoignages des personnes rescapées de la prostitution offrent un triste aperçu des violences endurées. Ainsi, la technique d'une période de conditionnement est très utilisée par les trafiquants pour briser la résilience des enfants, d'après Saji Philip, membre de l'IJM (*International Justice Mission*, 2017). La majorité des victimes survivantes déclarent avoir été battues et violées quotidiennement pendant cette période, brûlées à la cigarette, maintenues en isolement et enfermées pendant des jours sans nourriture, parfois même forcées d'assister au meurtre de leurs camarades.

Par ailleurs, l'étude établit que la moitié des victimes sont vendues par leurs parents, de milieux socioéconomiques défavorisés, qui voient leur fille comme un fardeau. Les jeunes mineures se retrouvent alors prises au piège, redevables de « leurs hôtes » qui les nourrissent, les habillent et les hébergent avant d'être forcées à se livrer au

commerce du sexe (*Independent*, 6 décembre 2017).

Selon l'UNICEF, il y aurait 11 millions d'enfants des rues en Inde (*L'Humanité*, 1^{er} décembre 2015). Dans une situation d'extrême vulnérabilité et de précarité, ils sont quotidiennement exposés à de multiples dangers et piégés dans les réseaux de trafiquants qui les exploitent à des fins professionnelles ou sexuelles.

Depuis plusieurs années, le nombre d'enfants qui disparaissent dans le réseau ferroviaire indien ne fait qu'augmenter. Les dernières statistiques de la police indiquent que les enlèvements d'enfants en Inde sont un crime de plus en plus répandu, dont les chiffres sont passés de 15 284 en 2011 à 41 893 en 2015 (*The Guardian*, 30 juillet 2017). À Calcutta, des centaines de mineurs habitent la gare de Sealdah. Parfois seuls, parfois en groupes, ils sont totalement livrés à eux-mêmes, exposés à toutes sortes de crimes, tabassés par les voyageurs et la police, violés, rackettés, victimes de trafics d'organes. Chaque année, un certain nombre d'entre eux disparaissent, dans le chaos de l'immensité des gares indiennes et la densité de la foule, leur sort étant inconnu et leur trace quasiment impossible à retrouver. À la gare de Sealdah, près de 750 trains circulent chaque jour, avec près de 2 millions de voyageurs en transit. Les enfants y sont facilement enlevés et vendus comme esclave sexuel. Le nombre exact d'enfants disparus est inconnu. Entre juin 2016 et mai 2017, 1 628 enfants ont été secourus à Calcutta. De ce nombre, 134 étaient des jeunes filles et la plus jeune était âgée de 4 ans (*The Guardian*, 30 juillet 2017). Aujourd'hui, les enlèvements se multiplient et constituent le sort de milliers d'enfants vagabondant seuls en train chaque année, fuyant la pauvreté ou les mauvais traitements familiaux, ou ayant été envoyés

en ville pour trouver du travail par des parents désespérés, incapables de subvenir à leurs besoins. Pour autant, le gouvernement peine réellement à protéger ces mineurs qui survivent dans l'environnement extrêmement dangereux des gares ferroviaires.

Depuis de nombreuses années, la ville d'Hyderabad, capitale de l'État du Tèlangana, au sud de l'Inde, connaît un phénomène devenu aujourd'hui un véritable commerce transnational impliquant des Indiens venus de différentes villes et des touristes étrangers : la vente de jeunes indiennes à de riches arabes. La ville d'Hyderabad a des liens historiques avec les États du Golfe puisqu'au XIX^e siècle, des Arabes étaient recrutés comme soldats par le Nizam, souverain d'Hyderabad. Aujourd'hui, certains de leurs descendants y vivent encore et la ville accueille beaucoup de touristes venus du Golfe. Ainsi, et pour satisfaire ces riches étrangers, des bandes de trafiquants se constituent en de réelles agences de mariage, commerce sans aucun doute des plus lucratifs. Ces agences proposent deux types de services : les mariages de longue durée où la jeune fille contracte un mariage en Inde puis suit son mari dans son pays d'origine, et les mariages de courte durée, les plus courants, qui durent le temps du séjour, impliquant que l'homme répudie la jeune fille ensuite. La mise en œuvre de ce trafic est véritablement inhumaine. Les trafiquants invitent le client dans un hôtel où ils alignent devant lui 20 à 30 jeunes indiennes musulmanes, recrutées par l'agence avec la promesse d'un vrai mariage avec un homme riche qui pourra alors subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Le client, très souvent beaucoup plus vieux qu'elles, en choisit une et renvoie les autres chez elles avec un pourboire de quelques dollars en poche. L'homme « épouse » ensuite l'adolescente pour la durée de son séjour

en Inde, tout en prenant soin de signer des documents de divorce postdatés qui seront remis à la jeune fille après le départ de son « mari » (*Reuters*, 10 octobre 2017).

Ces mariages sont célébrés par un *imam* ou un *qadi* (juge musulman remplissant des fonctions notariales) qui se garde bien de vérifier l'âge de la jeune fille ou bien qui va jusqu'à le falsifier. La plupart des jeunes filles ne se rendent absolument pas compte des conséquences et voient en un tel mariage la solution pour échapper à une vie misérable. Elles sont persuadées qu'elles verront « les grands gratte-ciels de Dubai et vivront dans des villas, mais elles ne savent pas qu'elles seront abandonnées dans les 15 ou 20 jours suivant le mariage » a déclaré V. Satyanarayana, commissaire adjoint de police à Hyderabad (*Reuters*, 10 octobre 2017). Une jeune fille, sauvée par l'Unité de protection de l'enfance du district d'Hyderabad, a témoigné : « J'avais 14 ans et notre voisin nous a dit qu'un riche arabe cherchait une épouse. Nous sommes allés le rencontrer, il avait 62 ans. On m'a convaincue que ma vie changerait si je l'épousais. On m'a promis de l'or, de l'argent et une maison pour mes parents. Je les ai crus ». Cet homme, qui contractait son deuxième mariage en 5 jours, a payé 30 000 roupies (371 EUR) à sa mère et 50 000 roupies (618 EUR) à l'agence et au *qadi* (*Reuters*, 10 octobre 2017). D'après Qadir Ali, un *qadi* de la ville, les « hommes riches du Golfe savent que les gens sont pauvres et vulnérables à Hyderabad. Puisqu'ils ne peuvent pas toucher une femme en dehors du mariage, ils épousent une jeune fille et signent un papier blanc pour le divorce au moment du mariage ». En outre, selon les dires de la police indienne, dans les rares cas où les jeunes mariées accompagnent leur mari dans leur pays d'origine, ce n'est évidemment que servitude

domestique et esclavage sexuel qui les attendent.

En septembre 2017, une trentaine de personnes, trafiquants, *qadis*, clients d'Oman et du Qatar et propriétaires d'hôtels, ont été arrêtées et accusées de traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle. Dans le même temps, 14 jeunes filles ont été secourues, toutes mineures (*Reuters*, 10 octobre 2017). Pourtant, les autorités gouvernementales sous-estiment le problème alors que les militants et la police locale indiquent qu'il s'agit d'une véritable industrie du tourisme sexuel qui évolue très rapidement, sous couvert de contrats de mariage.

Les défis sanitaires au sein d'une société indienne extrêmement stigmatisante

Les discriminations à l'égard des femmes sont extrêmement présentes en Inde et celles à l'égard des personnes prostituées le sont davantage. En effet, ces dernières accèdent très difficilement au système de santé national, faisant quotidiennement face à de véritables stigmatisations de la part du corps médical. Ainsi, beaucoup de personnes prostituées dissimulent leur identité lorsqu'elles consultent des professionnels de la santé, d'après *Hamari Muskan*. Dans une société indienne toujours très patriarcale, les femmes prostituées n'osent pas exposer leur situation et se faire examiner par des hommes médecins. D'ailleurs, parce que les mœurs sont tellement ancrées, il se trouve que même les femmes médecins portent des jugements préjudiciables à l'encontre de leurs patientes prostituées, exerçant sous les mêmes valeurs patriarcales et sexistes que leurs homologues masculins. La majorité des personnes prostituées est alors contrainte à se rendre chez des « charlatans » pour que la visite soit moins gênante et moralisatrice. Malheureusement, ils sont connus pour

abuser sexuellement des patientes, et parfois même de leurs enfants qui les accompagnent. Dans de telles conditions d'accès aux établissements sanitaires, il est très difficile pour les personnes prostituées de se soigner et de prévenir les infections sexuellement transmissibles.

La prostitution au cœur de nombreux débats : vers une prise de conscience progressive de la population indienne

Selon *Hamari Muskan*, une véritable inaction des autorités publiques et médiatiques se fait sentir depuis quelques années, alors même que la prostitution ne fait qu'augmenter en Inde. Parallèlement, quelques dirigeants et ONG abolitionnistes prennent la parole pour dénoncer et lutter contre ce phénomène qui fait davantage de victimes chaque jour. D'autres, prônant au contraire une décriminalisation de la prostitution, se font une place, mettant en avant des arguments tels que « mon corps, mes droits » pour justifier la prostitution comme un choix féministe. Selon *Hamari Muskan*, de plus en plus de débats mettent en avant la libération de la sexualité mais très peu montrent le profil de la jeune fille, rurale et pauvre, qui se fait exploiter sexuellement sans n'avoir rien choisi, ce qui pourtant renvoie à l'écrasante majorité des cas. Ce type de courant de pensée est très dangereux dans la mesure où il influe beaucoup sur les mentalités, dans une société où les femmes tentent de se libérer du patriarcat. L'ONG souligne l'urgente nécessité de s'adresser à l'opinion publique en dévoilant la vraie facette du phénomène prostitutionnel, et plus spécifiquement auprès de jeunes adolescentes en leur expliquant qu'être née femme ne signifie pas que la libération sexuelle soit la seule qu'elle puisse atteindre – et, qui plus est, surtout pas à travers la prostitution – et qu'elles ont réellement le pouvoir d'obtenir

une autonomie économique, par l'éducation. Ruchira Gupta, fondatrice et présidente de l'ONG *Apne Aap Women Worldwide*, est une activiste indienne connue pour son combat abolitionniste. Travaillant spécifiquement à mettre fin à la prostitution intergénérationnelle, avec des efforts concentrés sur Calcutta, Delhi et la frontière indo-népalaise, l'organisation a soutenu plus de 20 000 femmes à travers le pays depuis ses débuts (*Vogue India*, 29 octobre 2017). *Apne Aap Women Worldwide* a permis à des milliers de victimes d'obtenir des papiers d'identité, des cartes d'électeur ou encore des cartes *Below Poverty Line*¹, grâce auxquelles elles ont pu représenter une voix politique. Elles ont également pu être intégrées aux programmes gouvernementaux de lutte contre la pauvreté, au logement à bas prix et aux soins de santé, avec peu à peu la possibilité concrète de se diriger vers la sortie de la prostitution pour obtenir leur indépendance. En outre, *Apne Aap Women Worldwide* a impliqué les femmes au niveau politique et judiciaire, en leur apprenant comment témoigner devant des tribunaux, comment écrire des lettres au gouvernement, au ministère de la Promotion de la Femme et de l'Enfant, ou encore à l'ONU. Jusqu'à présent, elles ont d'ailleurs réussi, par leur action commune, à faire condamner 74 trafiquants à des peines d'emprisonnement (*Vogue India*, 29 octobre 2017). R. Gupta met également l'accent sur la sensibilisation, et plus spécifiquement sur le poids des mots. En effet, elle tente d'éradiquer l'utilisation du terme de « travailleuses du sexe » en expliquant qu'il désigne des femmes victimes de la prostitution, forme d'exploitation si intrinsèque qu'elle ne peut en aucun cas être définie comme un « travail ».

Enfin, *Apne Aap Women Worldwide*, avec d'autres organisations similaires, s'efforce de sensibiliser l'opinion publique en mettant

en œuvre des campagnes d'éducation visant principalement les hommes, dans le but de réduire la demande de la prostitution et, plus généralement, de bousculer et changer les mentalités de domination des genres.

En 2017, le mouvement *#MeToo*, qui a poussé des milliers de femmes à s'exprimer sur les agressions sexuelles dont elles ont été victimes, a pris une ampleur considérable sur les réseaux sociaux. Pourtant, elle a exclu les femmes les plus vulnérables d'Inde et d'ailleurs. R. Gupta a déclaré qu'il s'agissait d'une campagne qui « donne une voix aux femmes. (...) mais où sont les voix des femmes prostituées ? Elles sont les plus maltraitées et exploitées, mais puisqu'on les appelle « travailleuses du sexe », cela signifie qu'elles le font par choix et comment peuvent-elles dire « moi aussi » ? » (*Reuters*, 18 décembre 2017). Des femmes de l'industrie cinématographique de Bollywood ont dénoncé des crimes sexuels mais aucune discussion n'a été suscitée concernant le quotidien des femmes victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, victimes de leurs clients et du système.

En 2018, un projet a été lancé par l'organisation caritative de lutte contre la traite des êtres humains *Anyay Rahit Zindagi*, mettant en scène des survivantes (*Reuters*, 5 septembre 2018). Ainsi, alors que les personnes rescapées de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ne se voient jamais la possibilité de témoigner, à cause des menaces et de la stigmatisation auxquelles elles font face, un tel projet leur a permis de prendre la parole. À travers des enregistrements audio diffusés sur Internet, elles ont pu raconter leurs expériences, parler des clients ivres et violents, des trafiquants, des policiers qui négocient avec les propriétaires de bordels pour une nuit de sexe gratuite en échange de leur silence, etc. Les porteurs du projet espèrent ainsi faire reculer les

discriminations à l'égard des personnes prostituées, en donnant au public un réel aperçu de la vie de ces femmes et enfants, tout en prônant la reconnaissance d'un véritable statut de victime.

La population indienne semble de plus en plus consciente du phénomène de la traite et de l'exploitation sexuelle. Pour exemple, en juillet 2018, le passager d'un train s'est rendu témoin de l'enlèvement d'un groupe de 26 jeunes adolescentes qui étaient présentes à bord et étaient sans doute en train d'être amenées en ville pour être vendues comme esclaves sexuelles (*Global News*, 8 juillet 2018). Il a immédiatement posté un tweet alertant les autorités ferroviaires. La police est intervenue pour secourir les jeunes filles qui étaient âgées de 10 à 14 ans, et arrêter deux hommes suspectés d'être les trafiquants (*Global News*, 8 juillet 2018). L'incident est survenu moins d'un mois après le lancement par le Conseil indien des chemins de fer d'une campagne de sensibilisation visant à prendre conscience et à lutter contre le sort des enfants vulnérables sur le réseau ferroviaire du pays, et ainsi encourager les passagers à aider la police ferroviaire dans ses efforts pour protéger les victimes des trafiquants.

Des initiatives gouvernementales timides malgré un phénomène prostitutionnel qui s'accroît

Alors que l'Inde recense davantage de victimes de l'exploitation sexuelle chaque année, le rapport 2018 du Département d'État américain sur la traite des êtres humains classe le pays en catégorie 2 (*Tier 2*) pour la huitième année consécutive, soulignant ses efforts significatifs et la mise en place de mesures appropriées dans la lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle, bien qu'il ne réponde toujours pas pleinement aux normes minimales nécessaires à l'élimination de ces

phénomènes. Le gouvernement indien a en effet beaucoup de difficultés à identifier les groupes les plus vulnérables face aux risques d'exploitation sexuelle, car le facteur de la pauvreté n'est pas le seul à prendre en compte, et se tourne alors vers une approche préventive auprès des populations jeunes et rurales, pour tenter de combattre la prostitution (US Department of State, juin 2018).

Pour autant, il est évident que la prévention ne suffit pas. Le gouvernement devra en faire davantage *a posteriori* pour secourir et assister les victimes, sévir contre les trafiquants et les fonctionnaires impliqués dans la traite. En effet, la corruption est toujours un problème majeur dans un pays comme l'Inde, où de nombreux policiers et professionnels de la justice dissimulent des affaires et ferment les yeux sur les violences commises en leur présence (US Department of State, juin 2018).

Entre-temps, l'élite profite toujours du travail humain et de l'exploitation sexuelle, et les violations des droits humains ne sont toujours pas punies, pour la grande majorité (*Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018).

Il est absolument nécessaire que les autorités publiques s'emparent enfin du phénomène dans son ensemble, en élaborant par exemple un Plan d'action national avec une stratégie globale, comme l'ont fait d'autres pays asiatiques (US Department of State, juin 2018).

En outre, la nouvelle loi de juillet 2018 sur la prévention, la protection et la réinsertion des victimes de la traite apporte un réel espoir pour les victimes, qui ne bénéficient en pratique d'aucune aide et assistance pour sortir de la prostitution, et pour la société indienne toute entière qui, peu à peu, prend véritablement conscience de l'étendue du phénomène (US Department of State, juin 2018).

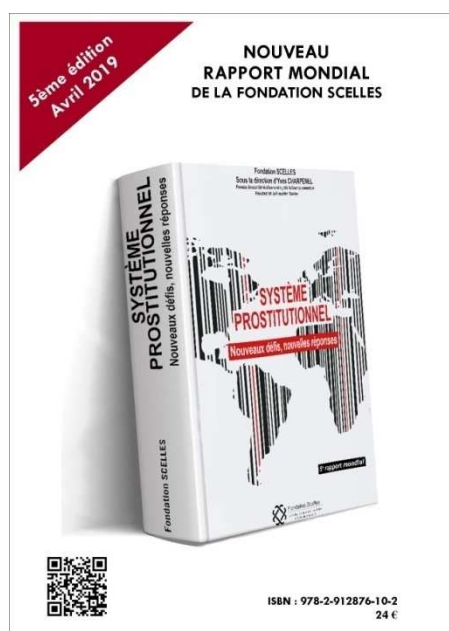
La traite des êtres humains est la troisième activité criminelle la plus lucrative au monde, derrière le commerce de la drogue et des armes, et qui augmente considérablement chaque année. L'Inde, qui sera bientôt le pays le plus peuplé du monde, représente une part considérable de la traite des personnes dans le monde. Si le pays veut prendre sa place en tant que véritable puissance mondiale et revendiquer la distinction morale d'une grande démocratie (*All That's Interesting*, 15 mai 2018), l'abolition de la traite moderne à l'intérieur de ses frontières doit devenir sa principale priorité.

Sources

- « The trafficking of persons (Prevention, Protection and Rehabilitation) Bill, Bill n°89 of 2018 », *PRS Legislative Research*, 9 mars 2018 – <http://www.prsindia.org/billtrack/the-trafficking-of-persons-prevention-protection-and-rehabilitation-bill-2018-5277/>
- Anwar T., « Abducted and Sold: Inside the Dark World of Sex Trafficking in West Bengal », *Newslick*, 21 octobre 2017.
- Bhalla N., « Almost 20,000 women and children trafficked in India in 2016 », *Reuters*, 9 mars 2017.
- Cantero T., « India has a sex trafficking problem, and it's worse than you think », *All That's Interesting*, 15 mai 2018.
- Chandran R., « #MeToo campaign excludes India's most vulnerable women, activists say », *Reuters*, 18 décembre 2017.
- Dhillon A., « Indian sex workers vent fury over law they fear will promote harassment », *The Guardian*, 10 août 2018.
- Epatko L., « Sex traffickers target poor communities in India. This group aims to stop them », *PBS News Hour*, 29 décembre 2017.
- International Justice Mission 2017, *Commercial Sexual Exploitation of children in Kolkata, India*, 2017.
- Kalvapalle R., « An Indian train passenger's tweet helped save 26 girls from child traffickers », *Global News*, 8 juillet 2018.
- Ministry of Women and Child Development, « Ministry of Women and Child Development is undertaking several measures to combat trafficking: New proposed legislation being brought for comprehensive approach towards anti-trafficking », Press Release, *Press Information Bureau, Government of India*, 9 mars 2018.
- Mouloud L., « Le scandale invisible des enfants à la rue », *L'Humanité*, 1^{er} décembre 2015.
- Nagaraj A., « Child sex trafficking victims being raped, burned and starved in India's brothels, report concludes », *Independent*, 6 décembre 2017.
- Nagaraj A., « Indian sex trafficking survivors take their #MeToo stories online », *Reuters*, 5 septembre 2018.

- National Crime Records Bureau (Ministry of Home Affairs), Government of India, *Crime in India 2016 Statistics*, Ministry of Home Affairs, New Delhi, 2017.
- Shah S., « Why activist Ruchira Gupta refuses to use the term "sex worker" », *Vogue India*, 29 octobre 2017.
- Srivastava R., « Indian child brides sold in "package deals" to men from Gulf states », *Reuters*, 10 octobre 2017.
- Townsend M., « The scandal of the missing children abducted from India's railway stations », *The Guardian*, 30 juillet 2017.
- US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2018.
- Venkat A., « India's horrifying sex slave trade is thriving with impunity », *Asia Times*, 8 janvier 2017.
- Walk Free Foundation, *The Global Slavery Index 2016*.
- Walk Free Foundation, *The Global Slavery Index 2018*.
- Watson V., « Human Trafficking in India: Abuse from the Rural Elite and the Wider Implications », *Foreign Policy Blogs*, 18 juillet 2018.

¹ Système de carte utilisé par le gouvernement indien pour indiquer l'indice de pauvreté de la personne et la nécessité de lui obtenir une aide et une assistance gouvernementale.



Le Rapport mondial est réalisé par l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle, en collaboration avec des experts internes et externes (magistrats, avocats, travailleurs sociaux, dirigeants d'ONG...) et avec l'aide de contacts privilégiés auprès d'ONG locales ou de chercheurs internationaux.



Fondation Scelles
Connaitre, Comprendre, Combattre
L'Exploitation Sexuelle

La **Fondation Jean et Jeanne Scelles**, reconnue d'utilité publique depuis 1994 et bénéficiant du statut consultatif ECOSOC, est une organisation installée à Paris (France) dont le but est la lutte contre le système prostitutionnel. Par nos travaux d'analyse, de plaidoyer et de sensibilisation, nous nous engageons à connaître, comprendre et combattre l'exploitation sexuelle commerciale. La **Fondation Jean et Jeanne Scelles** est membre fondateur de la Coalition pour l'Abolition de la Prostitution (CAP International) lancée en 2013, qui réunit 28 ONG abolitionnistes dans 22 pays.

L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle**, département de recherche et développement de la Fondation Jean et Jeanne Scelles, est un carrefour de renseignements, de rencontres et d'échanges d'informations sur l'exploitation sexuelle commerciale dans le monde. Il est régulièrement consulté par des experts français et étrangers : associations, institutions, journalistes, juristes, chercheurs et personnes concernées par la défense des droits humains. L'**Observatoire international de l'exploitation sexuelle** a pour objectif :

- d'analyser ce phénomène sous tous ses aspects : prostitution, tourisme sexuel, proxénétisme, pornographie infantine, traite d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle commerciale...
- de permettre la réflexion et les prises de position
- d'informer tout public intéressé par ces questions

CONTACT

Sandra AYAD, Responsable de l'Observatoire international de l'exploitation sexuelle
sandra.ayad@fondationscelles.org

14 rue Mondétour
75001 Paris - France



www.fondationscelles.org
Tw: @Fond_Scelles
Fb: @FondationScelles